

pour l'impôt que cette pauvre terre dont les produits sont si dépréciés.

Une autre aggravation de la situation agricole est venue de la rupture du traité de commerce avec la France : les vins, les soies, les fruits, les animaux de boucherie n'ont plus passé la frontière.

Et puis le régime de la propriété et les mœurs elles-mêmes sont si peu favorables au modeste laboureur ! Certaines régions ont gardé la fâcheuse coutume romaine et féodale des *latifundia*. En Sicile, en Calabre, dans la campagne Romaine et dans d'autres régions encore, d'immenses domaines appartiennent à des familles privilégiées qui consomment leurs revenus à Naples, à Palerme, à Rome, sans se soucier du sort de leurs tenanciers. Presque partout les propriétaires pratiquent l'absentéisme et laissent leurs terres aux mains d'*excoleurs* semblables à nos anciens fermiers des impôts.

L'aliénation des biens d'Eglise a plutôt aggravé le mal qu'il n'y a remédié. Les paysans étaient trop pauvres pour acheter. Ils en auraient été empêchés d'ailleurs par des scrupules légitimes. Tout a été acheté par quelques commerçants ou membres des professions libérales qui habitent les villes. Les églises et les confréries étaient des propriétaires commodes. Elles louaient à bon compte, et leurs fermiers vivaient heureux. Les nouveaux propriétaires n'ont plus rien de la condescendance maternelle des confréries ; ils ont élevé les loyers et ne connaissent que l'argent.

Bref, si la situation était déjà lamentable en 1877, elle est devenue intolérable quelques années après. Le peuple gémissait en 1877, il frémit aujourd'hui. Et quand il faudrait une plus forte dose de justice et de charité en haut des rangs sociaux et une plus grande patience en bas, il se trouve que l'éducation laïque a considérablement affaibli ces moyens de salut.

De là ces mouvements révolutionnaires qui agitent les populations italiennes, comme les volcans font trembler le sol italien avec des grondements souterrains. De là l'insurrection de la Sicile qui mit en échec la monarchie, il y a cinq ans, et, qui ne fut réprimée que par l'état de siège avec 60,000 hommes de troupe. De là les troubles du printemps dernier à Milan, à Bari et en cent autres villes avec les barricades populaires et les canonnades dictatoriales.

Mais, dira-t-on, les Milanais ne sont pas des ruraux ? sans doute, mais les désespérés de Milan, de Bari et d'ailleurs sont des ruraux qui ont quitté la terre natale devenue pour eux une marâtre et qui ont cherché en vain à gagner leur pain dans ces cités populeuses.

II

L'état s'est-il soucié d'un si grand péril ? Y a-t-il apporté quelque remède ?

Comme nous l'avons vu, il a ordonné une enquête. Celle-ci a coûté neuf ans de travail et 300,000 fr. de dépenses pour ne produire aucun fruit.